EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 12 octobre 2023

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 31 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Christian BURLE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Olivier FREGEAC - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Michel ROUX - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Jean-Pascal GOURNES représenté par Georges CRISTIANI.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gérard BRAMOULLE - Emmanuelle CHARAFE - Éric LE DISSES - Frédéric VIGOUROUX.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

ATCS-001-14481/23/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Semagora dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public relatif à la gestion et l'exploitation du centre des congrès Agora à Aubagne
71084**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a notifié à la société SEMAGORA, le 28/10/2021, le contrat de Délégation de Service Public sous forme d'affermage n° Z202109DSP relatif à la gestion et l'exploitation du centre des congrès Agora à Aubagne, pour une durée de 5 ans.

Le contrat fait l'objet d'une subvention forfaitaire d'exploitation à la charge de la Métropole à hauteur des montants suivants :

- 584 015 euros pour l'année 2022 ;
- 582 015 euros pour l'année 2023 ;
- 580 015 euros pour l'année 2024 ;
- 578 015 euros pour l'année 2025 ;
- 576 015 euros pour l'année 2026.

Depuis cette notification, la société SEMAGORA et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont été confrontées dans l'exécution du contrat, à une situation inédite résultant de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 survenue depuis le mois de mars 2020, et de la crise économique et énergétique faisant suite à l'invasion militaire de l'Ukraine par la Fédération de Russie depuis le mois de février 2022.

Dans le cadre de ces crises impactant le monde entier, la société SEMAGORA s'est rapprochée de la Métropole une première fois par courrier en date du 27 avril 2022, puis une seconde fois par courrier en date du 27 juin 2023 pour lui faire part d'un déficit d'exploitation qui s'élève à - 119 864 € et une hausse des dépenses d'électricité de 27 343 € par rapport aux prévisions.

À l'appui de sa demande, le titulaire a fait part des charges extracontractuelles imprévisibles que les parties diligentes ne pouvaient anticiper.

Il a également fait part de sa volonté et de sa capacité à poursuivre l'exécution contractuelle sous réserve qu'une compensation financières d'une partie de ces pertes anormales lui soit octroyée par la Métropole.

Cette perte est motivée comme suit par le délégataire :

- la hausse subite et imprévisible du coût de l'acheminement et de la fourniture d'énergie électrique au vu des tarifs appliqués par le fournisseur EDF en période de crise ;
- le phénomène d'indexation des coûts a entraîné un dépassement des autres charges bien au-delà des prévisions.

Les parties ont convenu que les dispositifs usuels d'exécution des contrats de la commande publique ne permettaient pas de faire face à cette situation.

Sur la base des échanges entre les parties, la Métropole retient la théorie de l'imprévision, conformément au 3° de l'article L. 6 du code de la commande publique, aux termes duquel « *lorsque survient un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* ». L'applicabilité de cette théorie à la situation actuelle a été confirmée par un avis du

Conseil d'État du 15 septembre 2022 et une circulaire ministérielle du 29 septembre 2022.

En conséquence, la Métropole a proposé à la société SEMAGORA, qui l'a accepté, de prendre à sa charge 50 % de la hausse du coût de l'énergie, soit 13 672 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole de prendre en charge une partie des surcoûts en matière d'énergie qui ne sont pas couverts par la formule d'indexation prévue dans le cadre du contrat objet du présent protocole d'accord transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord transactionnel au titre de l'imprévision dans le cadre du contrat de concession relatif à la gestion et l'exploitation du centre des congrès Agora à Aubagne avec la société SEMAGORA pour un montant de 13 672 euros TTC à titre indemnitaire.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole d'accord transactionnel et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2023, en section de fonctionnement : Chapitre 011 ; fonction 62, nature 611, sous politique A330.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Développement économique,
Plan de relance pour les entreprises,
Artisanat et Commerce

Gerard GAZAY